



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasília
Semaine du 09 02 2026

L'inflation de janvier confirme une dynamique désinflationniste graduelle

L'inflation a augmenté de 0,33 % en janvier 2026, portant le glissement annuel à 4,44%, un niveau toujours à l'intérieur de la cible de la Banque centrale. La hausse mensuelle est principalement due aux carburants. Les anticipations d'inflation se sont améliorées, renforçant le scénario d'une première baisse du Selic dès mars.

LE CHIFFRE A RETENIR :

5,4 Md USD

Le coût des catastrophes climatiques au Brésil en 2025, en net recul par rapport à 2024 (12 Md USD).

Source : Rapport Aon (UK)

Le secteur des services clôt 2025 en hausse de 2,8% après un recul en décembre

En 2025, les services ont progressé de 2,8%, malgré un recul de 0,4% en décembre. La croissance est principalement tirée par l'information-communication et les services professionnels, tandis que les transports pèsent en fin d'année. L'activité ralentit au quatrième trimestre, après plusieurs mois de hausse soutenue.

Le Brésil reste à son plus bas historique dans l'indice de perception de la corruption

Le pays se maintient à son plus bas historique dans l'Indice de Transparence internationale, avec 35 points et une 107^e place mondiale. Cette stagnation reflète la persistance de scandales tels que les fraudes au sein de l'Institut national de la sécurité sociale ou l'affaire de la banque Master – ainsi que l'essor des « amendements » parlementaires et une perception accrue d'impunité judiciaire.

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+4,4%	+18,2%	189 699
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	+0,9%	-6,6%	129
Taux de change USD/BRL	-1,8%	-5,0%	5,16
Taux de change €/BRL	-1,2%	-4,0%	6,14

Note : Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Actualités macro-économiques & financières

L'inflation de janvier confirme une dynamique désinflationniste graduelle

L'inflation brésilienne a progressé de 0,33% en janvier 2026 (glissement mensuel), une variation identique à celle observée en décembre, portant la hausse des prix à 4,44% sur 12 mois glissants, contre 4,26% à la fin 2025. Ce niveau reste à l'intérieur de la cible d'inflation de la Banque centrale (3% +/- 1,5%), tout en confirmant une dynamique de désinflation graduelle par rapport à 2024, dans un contexte de politique monétaire toujours très restrictive.

La hausse mensuelle de janvier est avant tout imputable au groupe des transports, qui a enregistré une augmentation de 0,60%, représentant à lui seul 0,12 point de pourcentage de l'IPCA du mois. Cette évolution résulte principalement de la hausse des prix des carburants (+2,14%), et plus particulièrement de l'essence (+2,06%), qui constitue le principal impact individuel sur l'indice mensuel (+0,10 p.p.). L'éthanol (+3,44%), le diesel (+0,52%) et le gaz véhicule (+0,20%) ont également contribué à la pression de court terme sur les prix, reflétant la transmission des ajustements de prix administrés et des coûts énergétiques.

En dehors des transports, les autres composantes de l'indice ont affiché des évolutions plus modérées, confirmant une inflation mensuelle relativement concentrée. Les pressions sur les prix des services sont demeurées

contenues, tandis que les prix alimentaires continuent de bénéficier d'une offre abondante, limitant leur contribution à l'inflation globale. Cette configuration suggère une inflation encore largement influencée par des facteurs ponctuels et administrés, plutôt que par une généralisation des pressions sous-jacentes.

En glissement annuel, l'inflation à 4,4% traduit toutefois une persistance de tensions dans les composantes liées aux services et aux prix administrés. À l'inverse, les biens alimentaires continuent de jouer un rôle modérateur sur l'indice, contribuant à freiner une accélération plus marquée de l'inflation totale.

Dans ce contexte, les anticipations d'inflation du marché se sont légèrement améliorées, la prévision médiane pour l'IPCA en 2026 ayant été révisée à 3,97%, soit une cinquième baisse consécutive selon la dernière enquête Focus opérée par la Banque centrale auprès des opérateurs de marché. Cette révision place l'inflation attendue au cœur de la bande de tolérance de la cible, renforçant la perception d'un scénario de désinflation graduelle mais crédible.

L'amélioration des anticipations renforce l'hypothèse d'un début d'assouplissement monétaire lors de la prochaine réunion du Copom. Selon les agents de marché, une première baisse de 50 points de base de la Selic est désormais envisagée dès mars, sous réserve de l'absence de chocs défavorables. Le consensus anticipe ainsi un Selic à 12,25% en fin d'année 2026, marquant un tournant progressif après un cycle de resserrement ayant porté le taux directeur à son plus haut niveau depuis près de vingt ans.

Le secteur des services clôt 2025 en hausse de 2,8% après un recul en décembre

En 2025, le secteur brésilien des services a progressé de 2,8% en volume par rapport à 2024, marquant une cinquième année consécutive d'expansion, malgré un repli de 0,4% en décembre par rapport à novembre (données corrigées des variations saisonnières). C'est ce que montrent les données de l'enquête mensuelle des services (PMS) publiée par l'Institut brésilien des statistiques (IBGE). En décembre, l'activité progresse de 3,4 % par rapport à décembre 2024, tandis que la croissance moyenne sur l'ensemble de 2025 — mesurée par le cumul de 12 mois comparé à 2024 — s'établit à 2,8%. Au quatrième trimestre, les services ont crû de 0,8 % en glissement trimestriel (données CVS), traduisant un ralentissement progressif de la dynamique d'activité.

La croissance annuelle a été principalement tirée par les services d'information et de communication, en hausse de 5,5% en 2025, qui constitue la contribution positive la plus significative de l'année. Cette performance reflète notamment la forte progression des services numériques – développement et licences de logiciels, portails et services en ligne, traitement de données et conseil en technologies de l'information. Les services professionnels, administratifs et complémentaires ont également soutenu l'activité, avec une progression de 2,6% sur 2025, portée par le conseil en gestion, l'ingénierie et l'intermédiation via les plateformes numériques.

Le secteur des transports a contribué positivement sur l'année (+2,3%), malgré un net recul en décembre (-3,1%), observé sur l'ensemble des segments – terrestre, aérien, navigation et logistique. Sur l'année, la progression a été soutenue par le transport aérien de passagers et le fret routier. Les activités touristiques ont enregistré une expansion de 4,6% en 2025, confirmant la vigueur de la demande domestique et internationale.

Les services aux ménages — incluant notamment l'hôtellerie-restauration et les activités de loisirs — ont affiché une croissance plus modérée (+1,1% en 2025), malgré un rebond en décembre. Cette évolution traduit un soutien persistant de la consommation, favorisée par un marché du travail résilient, bien que contraint par le niveau élevé des taux d'intérêt. À l'inverse, la catégorie « autres services » (incluant notamment les activités auxiliaires financières et certains services de maintenance) constitue la seule branche en contraction sur l'année (-0,5 %), pénalisée notamment par les activités auxiliaires financières et certains services de maintenance.

Au quatrième trimestre, l'activité des services a progressé de 0,8% en variation trimestrielle (CVS), tandis que la moyenne mobile trimestrielle s'est stabilisée en décembre (0,0%). Ce profil traduit une perte de dynamisme en fin d'année, après une séquence de neuf mois consécutifs de hausse. **Malgré ce recul mensuel de décembre, le niveau d'activité demeure 19,6% au-dessus de février 2020.**

Etude économique & financière

Le Brésil reste à son plus bas historique dans l'indice de perception de la corruption

Le Brésil se maintient en 2025 à son plus bas niveau historique dans l'Indice de perception de la corruption (IPC) de l'ONG Transparence internationale, avec une note de 35 points sur 100 et une position de 107^e sur 182 pays et territoires évalués. Ce classement, publié le 10 février pour l'ensemble des pays dans le monde, place durablement le Brésil bien en deçà de la moyenne mondiale et régionale, toutes deux établies à 42 points, confirmant une situation de forte dégradation institutionnelle.

La légère progression d'un point par rapport à 2024, où le Brésil avait atteint son pire score historique (34 points), est jugée statistiquement non significative par l'ONG et traduit une stagnation plutôt qu'une amélioration réelle. Le rang du pays reste inchangé, signalant l'absence de rattrapage relatif par rapport aux autres économies, y compris en Amérique latine, où des pays comme l'Argentine et l'Uruguay affichent des performances supérieures.

L'IPC est le principal indicateur international de référence en matière de corruption dans le secteur public. Il repose sur l'agrégation de jusqu'à 13 sources indépendantes produites par des institutions reconnues (organisations internationales, cabinets

d'analyse des risques, enquêtes auprès d'experts et de dirigeants), évaluant la perception des pratiques corruptives, de l'usage abusif de fonctions publiques, du détournement de fonds, du népotisme et de la capture de l'État. Pour le Brésil, huit sources ont été mobilisées en 2025. L'indice ne mesure pas la corruption effective mais la perception de celle-ci par des acteurs qualifiés.

Selon Transparence internationale, la faiblesse persistante de la note brésilienne s'explique avant tout par la multiplication de scandales de macro-corruption et par l'enracinement de fragilités institutionnelles. L'année 2025 a été marquée par des affaires d'ampleur exceptionnelle, les fraudes systémiques mises au jour au sein de l'Institut national de la sécurité sociale (INSS) - liées à des mécanismes de détournement de pensions et d'allocations sociales impliquant des intermédiaires privés et des agents publics - et le scandale de la banque Master, qualifié de plus grande fraude bancaire jamais enregistrée dans le pays (voir brèves du 19 janvier). Ces affaires ont mis en lumière des défaillances majeures de gouvernance, en particulier dans le système financier et dans l'interface entre institutions publiques et cabinets d'avocats.

Le rapport souligne également la progression continue du volume et du rôle des « amendements » parlementaires (« emendas », équivalent de l'ancienne réserve parlementaire en France), qui ont dépassé 60 Md BRL (~9,7 Md EUR) dans le budget fédéral, contribuant à une forme de « capture budgétaire » par le pouvoir législatif. Cette dynamique accroît les risques de détournement, fragilise la traçabilité de la dépense publique et favorise la diffusion de pratiques corruptives aux niveaux

étatique et municipal, dans des territoires souvent dépourvus de capacités de contrôle suffisantes.

La perception d'impunité constitue un autre facteur central de la dégradation de l'indice brésilien.

Transparence internationale met en cause des décisions judiciaires ayant conduit à l'annulation ou à l'archivage de dossiers majeurs de corruption, ainsi que des soupçons de conflits d'intérêts au sein des plus hautes juridictions. Si le pays a été salué pour la fermeté du Tribunal suprême fédéral dans la défense de l'ordre démocratique, ces avancées sont jugées insuffisantes pour compenser la perception d'une tolérance accrue vis-à-vis de la corruption économique et financière.

Enfin, le rapport met en évidence une réponse jugée tardive et politiquement ambivalente du pouvoir exécutif face à plusieurs scandales majeurs, malgré certains progrès techniques, notamment l'usage accru de l'intelligence financière et de la coopération interinstitutionnelle dans la lutte contre le blanchiment d'argent. Pour l'ONG, l'absence d'une stratégie anticorruption claire, cohérente et portée au plus haut niveau de l'État

continue de peser sur la crédibilité institutionnelle du Brésil et sur la perception de son environnement économique par les investisseurs et partenaires internationaux.

* * *

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasilia.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier).

Abonnez-vous : rafael.cezar@dgtresor.gouv.fr